

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 145
N° 14 N.H.

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 4
no Eperera 1996

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

NUMERO COMPLEMENTAIRE
au J.O.P.F. n° 14 du 4 avril 1996

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° 234 FIP du 6 mars 1996 et son annexe portant répartition des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1996	578
Arrêté n° 242 BAC du 13 mars 1996 portant attribution et versement aux communes de la Polynésie française d'une dotation de 20.779.495 FF (377.808.995 F CFP) par l'Etat, au titre de la loi d'orientation, exercice 1996 (ministère de l'outre-mer, chapitre 41-91, article 40)	581
Arrêtés n° 253 et n° 254 DAF/PEL du 18 mars 1996 portant délégation de signature au colonel Jean-Jacques Plande, commandant le groupement de gendarmerie de la Polynésie française, et aux militaires de la gendarmerie de la Polynésie française.	583
Arrêté n° 95 DAF/PEL du 27 mars 1996 portant composition des membres de la commission administrative paritaire des techniciens d'agriculture et d'élevage du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.	584

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décision ministérielle n° 649 DEF/CGA du 7 décembre 1994 portant nomination d'un inspecteur du travail dans les armées en Polynésie française	585
Arrêté interministériel du 21 février 1996 modifiant les conditions d'établissement de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne. (Extraits). (J.O.R.F. du 19 mars 1996, page 4199)	585
Arrêté interministériel du 15 mars 1996 fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'outre-mer au titre de la 4e tranche. (J.O.R.F. du 22 mars 1996, page 4410)	586

EXTRAITS

Arrêté interministériel du 8 mars 1996 complétant l'arrêté du 30 janvier 1996 autorisant au titre de l'année 1996 l'ouverture de concours pour le recrutement de secrétaires d'administration scolaire et universitaire (femmes et hommes). (J.O.R.F. du 20 mars 1996, page 4267)	587
---	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 234 FIP du 6 mars 1996 et son annexe portant répartition des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1996.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, dernièrement modifiée par la loi n° 95-173 du 20 février 1995 ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 ;

Vu le décret n° 95-1026 du 13 septembre 1995 fixant pour l'année 1995 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 874 FIP du 14 août 1995 portant désignation des membres élus du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) pour la période du 1er août 1995 au 31 juillet 1996 ;

Vu l'arrêté n° 34 FIP du 17 janvier 1996 portant versement d'un douzième provisionnel des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) au titre de l'année 1996, pour les mois de janvier, février et mars ;

Vu l'arrêté n° 36 FIP du 17 janvier 1996 portant répartition initiale des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1996 ;

Vu le budget primitif 1996 du territoire ;

Vu les décisions du comité de gestion du F.I.P. réuni le 20 février 1996,

Arrête :

Article 1er.— Le montant total des crédits du Fonds intercommunal de péréquation à répartir au titre de l'exercice 1996 s'élève à 8.248.054.047 F CFP.

Recettes :

Quote-part prélevée sur la fiscalité territoriale	8.194.950.000 F CFP
Réserve affectée aux constructions scolaires	37.204.047 F CFP
Fonds de réserve non affectée	15.900.000 F CFP
Total	8.248.054.047 F CFP

Dotations engagées par arrêté n° 36 FIP du 17 janvier 1996 465.131.828 F CFP

Crédits disponibles

7.782.922.219 F CFP

Art. 2.— Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1996, il est attribué aux communes de Polynésie française des dotations de fonctionnement s'élevant globalement à :

Dotations non affectées de fonctionnement (D.N.A.F.)	3.600.000.000 F CFP
Dotations charges scolaires (part F.I.P.)	2.214.724.895 F CFP
Formation du personnel communal et information des élus (part F.I.P.)	130.000.000 F CFP
Total	5.944.724.895 F CFP

La répartition par commune de ces dotations figure en annexe au présent arrêté.

Art. 3.— La D.N.A.F. est versée aux communes chaque mois, par douzième de son montant, après déduction des douzièmes provisionnels déjà versés.

Art. 4.— Les dotations charges scolaires, dont la répartition détaillée entre les communes figure en annexe au présent arrêté, comprennent une part destinée à l'enseignement public (1.848.115.880 F CFP) et une part destinée à l'enseignement privé sous contrat (366.609.015 F CFP).

Ces dotations sont destinées à :

- *l'entretien des élèves* : acquisition de fournitures et manuels scolaires, trousse de secours, achat du matériel pédagogique collectif et renouvellement du mobilier ;
- *l'entretien des classes* : petits travaux de réparation des bâtiments scolaires, le nettoyage des locaux et du matériel, consommation d'eau, électricité, gaz ou autres combustibles, téléphone, personnel communal spécialisé des écoles maternelles ;
- *cantines* : fonctionnement de la cantine ;
- *groupement d'aide psychopédagogique* : fournitures et manuels scolaires, petits travaux de réparation des locaux, nettoyage des locaux, entretien du matériel, consommation d'eau, électricité, gaz ou autres combustibles, téléphone, personnel communal spécialisé des écoles maternelles ;
- *centre de jeunes adolescents* : dépenses d'équipement ;
- *internes* : frais de restauration des internes pour le repas de midi ;
- *logement* : petits travaux de réparation des logements communaux de fonctions des instituteurs.

Ces dotations sont versées aux communes chaque mois, par douzième de leur montant, après déduction des douzièmes provisionnels déjà versés.

Art. 5.— La dotation réservée à la formation du personnel communal et à l'information des élus est versée en une seule fois sur présentation du bilan d'utilisation de la dotation perçue à ce titre en 1995.

La répartition par commune de ces dotations figure en annexe au présent arrêté.

Les communes adhérentes au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française devront reverser immédiatement les sommes perçues à ce titre au syndicat.

Les communes bénéficiaires devront rendre compte, soit directement, soit par le biais des groupements intercommunaux chargés de la formation et de l'information dont elles sont membres, de l'utilisation de cette dotation, à la fin de l'exercice 1996.

Art. 6.— Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1996, il est attribué aux communes de Polynésie française une dotation non

affectée d'investissement (D.N.A.I.), s'élevant globalement à : 1.100.000.000 F CFP.

La répartition par commune de ces crédits figure en annexe au présent arrêté.

La D.N.A.I. est versée aux communes chaque mois, par douzième de son montant, après déduction des douzièmes provisionnels déjà versés.

Art. 7.— Une dotation de 12.650.000 F CFP est réservée au financement du fonctionnement des antennes communales aux droits des femmes.

La répartition effectuée à ce titre entre les communes figure en annexe au présent arrêté.

Cette dotation est destinée à l'installation et au fonctionnement de l'antenne communale à l'exclusion de toute rémunération ou indemnité des agents ou du (de la) délégué(e) aux droits des femmes.

Sont notamment pris en charge l'achat du matériel de bureau de l'antenne, les frais d'électricité, d'eau, gaz, fourniture de bureau, frais d'impression, frais d'affranchissement, frais de transport et d'hébergement lors de mission, location de salle ou matériel lors d'organisation de stage ou journée d'information.

Ces crédits sont versés en une seule fois sur présentation du bilan d'activité et d'utilisation des crédits attribués l'année précédente pour ce qui concerne les antennes existantes.

Les dotations attribuées au titre de l'exercice 1996 devront faire l'objet par la commune d'un rapport d'utilisation en fin d'exercice établi par la commune.

Art. 8.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mars 1996.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Anne BOQUET.*

(Voir annexes pages suivantes)

FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION
EXERCICE 1996

en F.CFP

Subdi- vision	Commune	DNAF	DNAI	FORMATION INFORMATION	DOTATION - CHARGES SCOLAIRES		
					Public	Privé	Total
IA	Raivavae	27 809 684	9 500 000	1 331 201	8 638 760	0	8 638 760
IA	Rapa	10 174 236	9 500 000	560 735	5 522 185	0	5 522 185
IA	Rimatara	21 998 027	9 500 000	1 053 007	15 411 075	0	15 411 075
IA	Rurutu	44 336 581	12 191 433	2 122 315	30 444 180	0	30 444 180
IA	Tubuai	39 940 002	10 982 486	2 006 039	25 902 050	0	25 902 050
IDV	Arue	136 044 889	36 256 405	4 667 958	73 566 165	0	73 566 165
IDV	Faaa	449 570 997	119 812 133	14 518 243	158 399 655	57 775 095	216 174 750
IDV	Hitiāa O Te Ra	98 356 302	26 212 274	3 374 791	67 642 775	0	67 642 775
IDV	Mahina	181 633 651	48 405 958	6 232 195	93 819 680	0	93 819 680
IDV	Moorea-Maiao	218 512 865	58 234 389	6 270 712	123 604 070	0	123 604 070
IDV	Paea	149 315 951	39 793 187	5 464 868	97 067 970	0	97 067 970
IDV	Papara	98 846 214	26 342 837	3 742 456	80 452 875	0	80 452 875
IDV	Papeete	479 209 300	127 710 835	14 220 609	178 342 005	222 947 685	401 289 690
IDV	Pirae	235 175 372	62 675 002	8 069 313	99 093 845	21 737 525	120 831 370
IDV	Punaauia	286 344 513	76 311 744	9 527 295	118 504 465	0	118 504 465
IDV	Taiarapu-Est	116 162 488	30 957 681	3 985 755	77 172 190	20 170 740	97 342 930
IDV	Taiarapu-Ouest	69 395 958	18 494 248	2 539 847	52 401 175	0	52 401 175
IDV	Teva I Uta	74 730 555	19 915 936	2 930 454	67 288 030	0	67 288 030
ISLV	Bora Bora	92 312 588	25 383 616	3 239 407	64 533 915	0	64 533 915
ISLV	Huahine	94 043 252	25 859 505	3 434 155	66 107 225	0	66 107 225
ISLV	Maupiti	16 114 109	9 500 000	767 424	7 305 480	0	7 305 480
ISLV	Tahaa	81 956 632	22 535 991	3 191 623	53 726 275	0	53 726 275
ISLV	Taputapuata	53 939 648	14 832 033	2 282 536	36 041 765	0	36 041 765
ISLV	Tumaraa	45 554 910	12 526 443	1 905 308	30 084 335	0	30 084 335
ISLV	Uturoa	61 745 224	16 978 368	2 375 310	30 587 440	20 495 760	51 083 200
IM	Fatu-Hiva	10 064 457	9 500 000	540 087	5 941 390	0	5 941 390
IM	Hiva-Oa	38 290 872	10 529 017	1 815 867	21 430 625	7 926 990	29 357 615
IM	Nuku-Hiva	50 359 588	13 847 607	2 282 059	16 768 875	15 555 220	32 324 095
IM	Tahuata	12 818 513	9 500 000	687 878	5 348 350	0	5 348 350
IM	Ua-Huka	10 627 738	9 500 000	585 729	11 228 315	0	11 228 315
IM	Ua-Pou	42 928 751	11 804 316	2 084 281	22 792 085	0	22 792 085
TG	Anaa	14 158 238	9 500 000	704 178	5 152 340	0	5 152 340
TG	Arutua	17 032 732	9 500 000	826 975	7 744 470	0	7 744 470
TG	Fakarava	14 917 629	9 500 000	707 438	7 245 470	0	7 245 470
TG	Fangatau	6 522 766	9 500 000	332 529	2 754 180	0	2 754 180
TG	Gambier	11 894 455	9 500 000	673 751	10 050 650	0	10 050 650
TG	Hao	32 250 493	9 500 000	1 448 564	13 251 395	0	13 251 395
TG	Hikueru	4 566 469	9 500 000	227 119	2 403 170	0	2 403 170
TG	Makemo	19 485 163	9 500 000	903 043	7 505 000	0	7 505 000
TG	Manihi	12 597 891	9 500 000	642 237	5 440 350	0	5 440 350
TG	Napuka	7 450 554	9 500 000	370 563	3 868 250	0	3 868 250
TG	Nukutavake	6 625 083	9 500 000	321 662	2 647 170	0	2 647 170
TG	Puka Puka	3 740 998	9 500 000	211 905	2 011 130	0	2 011 130
TG	Rangiroa	46 937 267	12 906 556	2 036 466	17 519 130	0	17 519 130
TG	Reao	9 634 934	9 500 000	491 186	4 243 260	0	4 243 260
TG	Takarua	18 812 104	9 500 000	935 644	6 777 430	0	6 777 430
TG	Tatakoto	4 201 428	9 500 000	237 986	2 173 130	0	2 173 130
TG	Tureia	20 857 929	9 500 000	1 119 297	2 160 130	0	2 160 130
Polynésie Française		3 600 000 000	1 100 000 000	130 000 000	1 848 115 880	366 609 015	2 214 724 895

en F.CFP

Antennes droits des Femmes		
ZONE	Communes	Dotations
ANTENNES EXISTANTES		
Urbaine.....		
	Arue	600 000
	Papeete	600 000
	Punaauia	600 000
Rurale.....		
	Rurutu	700 000
	Papara	700 000
	Taiarapu-Est	700 000
	Maupiti	700 000
	Taputapuatea	700 000
	NukuHiva	700 000
	Ua Huka	700 000
	Ua Pou	700 000
	Anaa	700 000
	Fakarava	700 000
	Hikueru	700 000
	Makemo	700 000
	Rangiroa	700 000
	Tatakoto	700 000
ANTENNES NOUVELLES		
Rurale.....		
	Tumaraa	1 050 000
TOTAL GENERAL.....		12 650 000

ARRETE n° 242 BAC du 13 mars 1996 portant attribution et versement aux communes de la Polynésie française d'une dotation de 20.779.495 FF (377.808.995 F CFP) par l'Etat, au titre de la loi d'orientation, exercice 1996, (ministère de l'outre-mer, chapitre 41-91, article 40).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, dernièrement modifiée par la loi n° 95-173 du 20 février 1995 ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds

intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 ;

Vu la décision du ministre de l'outre-mer n° 19 du 14 février 1996 portant délégation de crédits au titre de la participation de l'Etat aux ressources des communes de Polynésie française ;

Vu l'ordonnance de délégation de crédits n° 1 du 4 mars 1996 d'un montant de 21.300.000 FF (387.272.727 F CFP), chapitre 41-91, article 40 du ministère de l'outre-mer ;

Vu les décisions du comité de gestion du F.I.P. du 20 février 1996,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les crédits du ministère de l'outre-mer, chapitre 41-91, article 40, il est accordé des dotations de fonctionnement s'élevant globalement à :

- une dotation de fonctionnement non affectée.....	372.808.995 F CFP
- une dotation formation/information des élus municipaux et du personnel communal	5.000.000 F CFP
	<u>377.808.995 F CFP</u>

Art. 2.— La répartition entre les communes de la dotation de fonctionnement non affectée, figure en annexe au présent arrêté.

Cette dotation est versée en une seule fois aux communes et est imputable en recette de fonctionnement des budgets communaux au compte n° 7371-1.

Art. 3.— La répartition entre les communes de la dotation formation/information des élus municipaux et du personnel communal figure en annexe au présent arrêté.

Cette dotation sera versée en une seule fois aux communes sur présentation du bilan d'utilisation de la dotation versée en 1995 à ce titre et sera imputable en recette de fonctionnement des budgets communaux au compte n° 7371-2.

Les communes bénéficiaires devront rendre compte, soit directement, soit par le biais des groupements intercommunaux chargés de la formation et de l'information dont elles sont membres, de l'utilisation de cette dotation, à la fin de l'exercice 1996.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 mars 1996.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Anne BOQUET.*

PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE ETAT - LOI D'ORIENTATION - EXERCICE 1996

en FCFP

Subdi- vision	Communes	Dotation de Fonctionnement Non affectée	FORMATION INFORMATION
IA	Raivavae	2 945 280	51 200
IA	Rapa	1 077 537	21 567
IA	Rimatara	2 329 777	40 500
IA	Rurutu	4 695 618	81 628
IA	Tubuai	4 229 984	77 155
IDV	Arue	13 964 416	179 537
IDV	Faaa	46 146 506	558 394
IDV	Hitiaa O Te Ra	10 095 846	129 800
IDV	Mahina	18 643 904	239 700
IDV	Moorea-Maiao	22 429 395	241 181
IDV	Paea	15 326 633	210 187
IDV	Papara	10 146 134	143 941
IDV	Papeete	49 188 748	546 947
IDV	Pirae	24 139 729	310 358
IDV	Punaauia	29 392 018	366 434
IDV	Taiarapu-Est	11 923 574	153 298
IDV	Taiarapu-Ouest	7 123 193	97 686
IDV	Teva I Uta	7 670 766	112 710
ISLV	Bora Bora	9 776 683	124 593
ISLV	Huahine	9 959 975	132 083
ISLV	Maupiti	1 706 620	29 516
ISLV	Tahaa	8 679 899	122 755
ISLV	Taputapuatea	5 712 664	87 790
ISLV	Tumaraa	4 824 650	73 281
ISLV	Uturoa	6 539 341	91 358
IM	Fatu-Hiva	1 065 911	20 773
IM	Hiva-Oa	4 055 327	69 841
IM	Nuku-Hiva	5 333 506	87 772
IM	Tahuata	1 357 589	26 457
IM	Ua-Huka	1 125 567	22 528
IM	Ua-Pou	4 546 517	80 165
TG	Anaa	1 499 477	27 084
TG	Arutua	1 803 910	31 807
TG	Fakarava	1 579 903	27 209
TG	Fangatau	690 816	12 790
TG	Gambier	1 259 723	25 913
TG	Hao	3 415 600	55 714
TG	Hikueru	483 628	8 735
TG	Makemo	2 063 643	34 732
TG	Manihi	1 334 223	24 701
TG	Napuka	789 077	14 252
TG	Nukutavake	701 652	12 372
TG	Puka Puka	396 203	8 150
TG	Rangiroa	4 971 053	78 326
TG	Reao	1 020 421	18 892
TG	Takarua	1 992 361	35 986
TG	Tatakoto	444 967	9 153
TG	Tureia	2 209 031	43 049
Polynésie Française		372 808 995	5 000 000

ARRETE n° 253 DAF/PEL du 18 mars 1996 portant délégation de signature au colonel Jean-Jacques Plandé, commandant le groupement de gendarmerie de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret du 27 avril 1939 relatif à l'admission des français et des étrangers dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 6 février 1950 sur les frais de déplacement des militaires de l'armée de terre en service dans les territoires et départements relevant de la France d'outre-mer, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 15 juillet 1994 portant nomination de M. Paul Roncière, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le titre de commandement du 15 novembre 1993 portant désignation du colonel Jean-Jacques Plandé, commandant le groupement de gendarmerie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1515 DRCL du 25 septembre 1985 fixant certaines règles en application du décret du 27 avril 1939 ;

Vu la circulaire n° 41 DRCL du 25 septembre 1987 relative aux conditions d'admission et de séjour des étrangers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 43 BCO du 17 août 1994 portant délégation de signature au commandant du groupement de gendarmerie de la Polynésie française et aux militaires de la gendarmerie de la Polynésie française ;

Vu l'état n° 389/2 PF/GEND du 26 février 1996 ;

Vu l'ordre de désignation pour servir outre-mer n° 271 du 20 janvier 1995 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation est donnée au colonel Jean-Jacques Plandé, commandant le groupement de gendarmerie de la Polynésie française, pour signer au nom du haut-commissaire les actes relatifs à l'octroi d'indemnités de transport en cas d'évacuation sanitaire des gendarmes affectés dans les îles et des membres de leur famille.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement du colonel Jean-Jacques Plandé, la délégation définie à l'article 1er sera exercée par le lieutenant-colonel Guy Blanchard.

Art. 3.— Le colonel Jean-Jacques Plandé et le lieutenant-colonel Guy Blanchard ont délégation pour signer au nom du

haut-commissaire pour tout le territoire de la Polynésie française, à l'exception des îles du Vent :

- la délivrance et la prorogation de visas touristiques des ressortissants étrangers effectuant leur première touchée ou étant de passage dans le territoire sans que le séjour ainsi autorisé ne puisse dépasser une durée de trois mois ;
- la délivrance des visas de régularisation n'excédant pas trois mois à compter de la première touchée pour les touristes provenant d'un pays dépourvu d'une représentation consulaire.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 1996.

Paul RONCIERE.

ARRETE n° 254 DAF/PEL du 18 mars 1996 portant délégation de signature aux militaires de la gendarmerie de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret du 27 avril 1939 relatif à l'admission des français et des étrangers dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 6 février 1950 sur les frais de déplacement des militaires de l'armée de terre en service dans les territoires et départements relevant de la France d'outre-mer, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 15 juillet 1994 portant nomination de M. Paul Roncière, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le titre de commandement du 15 novembre 1993 portant désignation du colonel Jean-Jacques Plandé, commandant le groupement de gendarmerie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1515 DRCL du 25 septembre 1985 fixant certaines règles en application du décret du 27 avril 1939 ;

Vu la circulaire n° 41 DRCL du 25 septembre 1987 relative aux conditions d'admission et de séjour des étrangers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 43 BCO du 17 août 1994 portant délégation de signature au commandant du groupement de gendarmerie de la Polynésie française et aux militaires de la gendarmerie de la Polynésie française ;

Vu l'état n° 389/2 PF/GEND du 26 février 1996 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation est donnée aux personnes ci-après désignées, pour leur circonscription territoriale respective, pour signer au nom du haut-commissaire :

- la délivrance et la prorogation de visas touristiques des ressortissants étrangers effectuant leur première touchée ou étant de passage dans le territoire sans que le séjour ainsi autorisé ne puisse dépasser une durée de trois mois ;
- la délivrance des visas de régularisation n'excédant pas trois mois à compter de la première touchée pour les touristes provenant d'un pays dépourvu d'une représentation consulaire.

Iles Sous-le-Vent

Raiatea : MDL/C Didier Mazuel, MDL/C Alain Timiona ;

Bora Bora : adjudant Michel Landre, MDL/C Sylvain Metua.

Iles Tuamotu-Gambier

Rangiroa : adjudant Max De Paepe, MDL/C Patrick Soulard ;

Rikitea : MDL/C Stanislas Jusac.

Iles Australes

Tubuai : gendarme François Sondej ;

Rurutu : MDL/C Antoine Aranda ;

Raivavae : MDL/C James Martin, gendarme Bruno Blaya.

Iles Marquises

Nuku Hiva : adjudant Marc Grandjean, gendarme Michel Millot ;

Ua Pou : MDL/C Patrick Tanguy ;

Hiva Oa : adjudant Pierre Cotiche, gendarme Laurent Virenque.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 1996.

Paul RŌNCIERE.

ARRETE n° 95 DAF/PEL du 27 mars 1996 portant composition des membres de la commission administrative paritaire des techniciens d'agriculture et d'élevage du C.E.A.P.F.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires, modifié par le décret n° 84-955 du 25 octobre 1984 et le décret n° 86-247 du 20 février 1986 ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 août 1970 instituant des commissions administratives paritaires (adjoints techniques et agents techniques de l'agriculture et de l'élevage en Polynésie française) ;

Vu l'arrêté n° 63 DAF/PEL du 20 février 1996 modifiant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 85 DAF/PEL du 30 janvier 1996 fixant la date des élections des représentants du personnel au sein de la commission administrative paritaire des techniciens d'agriculture et d'élevage du C.E.A.P.F. ;

Vu le procès-verbal de dépouillement du scrutin en date du 22 mars 1996,

Arrête :

Article 1er.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des techniciens d'agriculture et d'élevage du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est composée comme suit :

Représentants de l'administration :

Titulaire : le secrétaire général de la Polynésie française ;

Suppléant : le chef du service du développement rural.

Représentants du personnel :

Titulaire : Baumert Kendall ;

Suppléant : Taae Ramon.

Art. 2.— La durée du mandat des membres de la commission est de trois ans à compter du 15 mars 1996.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur adjoint de l'administration et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 1996.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECISION MINISTERIELLE n° 649 DEF/CGA portant nomination d'un inspecteur du travail dans les armées en Polynésie française.

Du 7 décembre 1994

Texte abrogé : Décision n° 208 DEF/CGA du 10 septembre 1992 (BOC/PA, page 5451).

Mot(s) clef(s) : Contrôle général des armées — inspection du travail.

En application des dispositions de l'arrêté du 10 septembre 1992 (1) relatif à l'exercice des fonctions d'inspecteur du travail en Polynésie française, est nommé inspecteur du travail dans les armées en Polynésie française :

M. Claude Mainguet, officier en chef de 2e classe du corps technique et administratif de la marine, à compter du 12 décembre 1994 en remplacement de M. Pierre Leautic, officier en chef de 2e classe précédemment nommé dans cette fonction par décision n° 208 DEF/CGA du 10 septembre 1992.

Pour le ministre d'Etat,
ministre de la défense et par délégation :
*Le contrôleur général des armées,
chef de l'inspection des installations classées
de la défense,*
Jean-Claude GELINEAU.

(1) BOC, page 4166, BOEM 405*.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 21 février 1996 modifiant les conditions d'établissement de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 134-4 à R. 134-6 ;

Vu la loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 portant loi de finances pour 1985, notamment son article 57 ;

Vu la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991, notamment son article 125 ;

Vu la loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996, et notamment son article 97 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu la décision du Conseil d'Etat n° 145607 du 10 février 1995 annulant l'arrêté du 21 décembre 1992 ;

Vu l'arrêté du 9 mars 1990 modifié fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du présent arrêté remplacent, du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1995, certaines dispositions de l'arrêté du 9 mars 1990 susvisé ainsi que celles des arrêtés qui l'ont

modifié, en tant qu'elles concernent les modalités de calcul de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne.

Art. 2. — Le champ d'application de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne comprend tous les aéroports dont le nombre annuel d'unités de service taxables, calculé conformément à l'article 3 ci-après, sur les années 1991, 1992 et 1993 dépasse en moyenne 5 000 unités de service.

Le champ d'application de la redevance est présenté dans les annexes suivantes :

- en annexe I pour les vols effectués en 1991 ;
- en annexe II pour les vols effectués en 1992 ;
- en annexe III pour les vols effectués en 1993, 1994 et 1995.

Art. 3. — Le montant de la redevance due à chaque décollage est égal au produit du taux unitaire de redevance par le nombre d'unités de service.

Le nombre d'unités de service se calcule de la façon suivante :

- du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1992, le nombre d'unités de service est égal à la masse maximale au décollage inscrite au manuel de vol de l'aéronef, exprimée en tonnes métriques et affectée de l'exposant 0,95 ;
- à compter du 1^{er} janvier 1993, le nombre d'unités de service est égal au produit d'un coefficient égal à 1,247 par la masse maximale au décollage inscrite au manuel de vol de l'aéronef, exprimée en tonnes métriques et affectée de l'exposant 0,90.

Art. 4. — Le taux unitaire plein pour la métropole est le suivant :

- 26,46 F pour les vols effectués en 1991 ;
- 26,23 F pour les vols effectués en 1992 ;
- 27,01 F pour les vols effectués en 1993 ;
- 27,33 F pour les vols effectués en 1994 ;
- 27,31 F pour les vols effectués en 1995.

Le taux unitaire réduit pour la métropole est le suivant :

- 17,84 F pour les vols effectués en 1991 ;
- 13,12 F pour les vols effectués en 1992.

Le taux unitaire plein pour l'outre-mer est le suivant :

- 30 F pour les vols effectués en 1991 ;
- 35 F pour les vols effectués en 1992 ;
- 36 F pour les vols effectués en 1993 ;
- 36,68 F pour les vols effectués en 1994 et 1995.

Le taux unitaire réduit pour l'outre-mer est égal à la moitié du taux plein pour l'outre-mer.

Les aéroports sur lesquels s'appliquent ces différents taux unitaires et les conditions d'application éventuelles sont présentés dans les annexes suivantes :

- en annexe I pour les vols effectués en 1991 ;
- en annexe II pour les vols effectués en 1992 ;
- en annexe III pour les vols effectués en 1993, 1994 et 1995.

Art. 5. — Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 février 1996.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et du tourisme,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général
de l'aviation civile :

Le directeur de la navigation aérienne,
P. JAQUARD

*Le ministre délégué au budget,
porte-parole du Gouvernement,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,

F. JONCHÈRE

ANNEXE I

Liste des aérodromes soumis à la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne pour l'année 1991

Tahiti-Faaa.

ANNEXE II

Liste des aérodromes soumis à la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne pour l'année 1992

Tahiti-Faaa.

ANNEXE III

Liste des aérodromes soumis à la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne pour les années 1993, 1994 et 1995

Tahiti-Faaa.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 15 mars 1996 fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'outre-mer au titre de la 4e tranche.

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué à l'outre-mer et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement.

Vu le décret n° 92-1103 du 2 octobre 1992 modifié instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère des départements et territoires d'outre-mer ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - La nouvelle bonification indiciaire prévue à l'article 1^{er} du décret du 2 octobre 1992 susvisé est attribuée au titre de la 4^e tranche, à compter du 1^{er} août 1993, aux emplois définis ci-après :

DÉSIGNATION DE L'EMPLOI	NIVEAU des responsabilités exercées	NOMBRE D'EMPLOIS	NOMBRE DE POINTS par emploi
Administration centrale			
<i>Emplois liés à l'informatique et aux nouvelles technologies</i>			
Agent du contrôle financier chargé de la saisie et du contrôle des engagements et ordonnancements du budget de fonctionnement.....	C	1	10
Agent du bureau des affaires immobilières et des moyens des services chargé de la gestion informatisée de l'achat des fournitures et du mobilier	C	1	10
Agent du bureau des affaires immobilières et des moyens des services chargé de la gestion informatisée des chapitres de fonctionnement.....	C	1	10
<i>Responsabilités d'encadrement assorties de contraintes ou de responsabilités particulières</i>			
Adjoint au chef de la division des affaires générales.....	B	1	10
<i>Emplois impliquant une technicité particulière dans les domaines financier, comptable ou juridique</i>			
Agent chargé de la gestion des primes.....	B	1	10
Agent du contrôle financier chargé de la gestion du F.I.D.E.S. et du F.I.D.O.M.....	B	1	10
Agent du département des financements publics, des plans et programmation chargé de la gestion du F.I.D.O.M pour la Réunion et la Guadeloupe	B	1	10
Agent du bureau de la comptabilité chargé de la gestion du F.I.D.O.M.....	C	1	10
Services extérieurs			
Polynésie française			
<i>Emplois spécifiques au service des communes</i>			
Adjoint technique à la subdivision des Îles Sous-Le-Vent.....	B	1	10
Adjoint technique à la subdivision des Îles du Vent.....	B	1	20
Adjoint technique à la subdivision des Tuamotu-Gambier.....	B	1	20
Secrétaire administratif à la mission d'aide financière et de coopération régionale.....	B	1	20
Nouvelle-Calédonie			
<i>Emplois comportant des responsabilités ou une technicité particulières dans les domaines de la solde et du traitement de l'information</i>			
Agent chargé du traitement de la solde.....	C	1	10

Art. 2. - Le directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 mars 1996.

*Le ministre délégué à l'outre-mer,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires politiques,
administratives et financières de l'outre-mer,
H.-M. COMET*

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de l'administration et de la fonction publique :*

*Le sous-directeur,
R. PIGANIOL*

*Le ministre délégué au budget,
porte-parole du Gouvernement,
ALAIN LAMASSOURE*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 8 mars 1996 complétant l'arrêté du 30 janvier 1996 autorisant au titre de l'année 1996 l'ouverture de concours pour le recrutement de secrétaires d'administration scolaire et universitaire (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation en date du 8 mars 1996, les dispositions de l'arrêté du 30 janvier 1996 autorisant au titre de l'année 1996 l'ouverture de concours pour le recrutement de secrétaires d'administration scolaire et universitaire (femmes et hommes) est complété ainsi qu'il suit :

« Le nombre total des postes offerts aux concours est fixé à 634. Ces postes sont répartis de la manière suivante :

« - concours externe : 271 postes ;

« - concours interne : 181 postes.

« 144 postes seront offerts aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et 38 postes aux travailleurs handicapés.

« *Nota.* - Pour tout renseignement, les candidats doivent s'adresser à la division des examens et concours du rectorat de l'académie ou des académies de leur choix. »